

MALAISIE

Aperçu

La Malaisie est le principal partenaire commercial du Canada en Asie du Sud-Est. En 2002, le Canada a exporté en Malaisie des marchandises pour une valeur de 477 millions de dollars et a importé des produits malais pour une valeur de 2 milliards de dollars. Bien que le Canada accuse un déficit commercial considérable avec la Malaisie dans le commerce des produits, les échanges de services sont beaucoup plus équilibrés. En 2000, les échanges bilatéraux de services se sont élevés à 249 millions de dollars, ce qui représente un surplus de 37 millions de dollars pour le Canada. On s'attend à ce que les échanges continuent de croître en 2003, à mesure que se poursuivra la reprise de l'activité économique malaysienne et que le gouvernement entreprendra un autre budget expansionniste.

La Malaisie, comme beaucoup de pays de l'ANASE, a récemment commencé à s'intéresser de près aux accords commerciaux bilatéraux et régionaux, bien qu'elle continue de protéger son industrie automobile. La Malaisie est dotée d'une économie de marché relativement ouverte, et les exportateurs canadiens n'ont signalé aucune barrière importante limitant l'accès à ses marchés. Exportation et développement Canada a déterminé cependant que la « politique » joue un rôle important dans l'économie. La transparence à l'égard du processus de décision pour les projets comportant la participation du gouvernement exige que les exportateurs canadiens nomment des représentants locaux solides. Le gouvernement de la Malaisie autorise une participation étrangère de 100 % aux investissements dans la plupart des secteurs. Toutefois, une exception importante est celle du secteur pétrolier et gazier, où les coentreprises avec Petronas sont la norme.

Accès au marché — résultats obtenus en 2002

- La décision de la Malaisie de maintenir le rattachement du ringgit au dollar américain avantage, du point de vue du prix, les produits canadiens sur le marché malais.
- La campagne à grand déploiement menée par la Malaisie contre les pirates du logiciel et du cinéma a pris de l'ampleur en 2002 grâce à de nombreuses descentes largement médiatisées. La Malaisie demeure tout de même l'un des trois carrefours asiatiques des copies pirates de logiciels et de films.

Accès au marché — priorités du Canada pour 2003

- Observer l'ensemble de lois régissant les droits de propriété intellectuelle et leur mise en application.
- Poursuivre le processus de libéralisation des échanges de produits et de services dans le cadre de l'OMC, en particulier dans le secteur bancaire, qui présente des débouchés intéressants pour les entreprises canadiennes.
- Continuer à faire pression pour que se poursuive la réforme du gouvernement d'entreprise et du système judiciaire, dont l'absence constitue un obstacle non tarifaire au commerce et aux investissements canadiens.
- Suivre la décision de la Malaisie de prolonger jusqu'à 2005 la protection tarifaire s'appliquant à l'industrie automobile. Cette décision de la Malaisie limite les possibilités de coentreprise et les débouchés commerciaux pour les fabricants canadiens de pièces d'automobile.

PHILIPPINES

Aperçu

L'économie des Philippines a affiché une robustesse remarquable en dépit des événements survenus à l'étranger en 2002, ce qui lui a permis de faire concurrence à tous les autres pays de l'Asie du Sud-Est, comme en témoigne son taux de croissance du PIB de 4,6 %. L'inflation est en baisse et le peso est stable. Ce rendement positif est attribuable à la stabilisation du contexte politique et à l'approche juste et déterminée de la politique économique du pays préconisée par la présidente Macapagal-Arroyo, qui repose sur la responsabilité financière et qui vise à favoriser la liberté d'entreprise, à moderniser le secteur agricole, à privilégier les personnes défavorisées dans les mesures sociales et à hausser les valeurs morales des pouvoirs publics et de la société. Le rendement financier positif de 2002 est également en partie attribuable à l'effet stabilisateur des versements effectués par les travailleurs philippins à l'étranger, qui seraient d'environ 8 millions. Bien que certaines craintes persistent au sujet des réformes, de la transparence et du déficit de 2002, la situation s'est nettement améliorée depuis l'administration Estrada. Le gouvernement des Philippines est résolu à éliminer le déficit budgétaire d'ici 2006, mais il est maintenant évident que le recouvrement des recettes, plus faible que prévu, compromet l'atteinte de l'objectif fixé pour cette année.